

La microfinance est-elle à bout de souffle ?

Résumé

Durant les années 80, le financement hybride des donateurs privés et des organisations gouvernementales a permis aux nombreuses institutions de microfinance (IMF), peu structurées et très hétérogènes, de poursuivre à travers le monde l'objectif prioritaire de développement économique et social des populations vivant essentiellement dans les zones rurales des PVD et opérant dans les secteurs informels de l'économie.

Avec la généralisation de la pratique de la microfinance pendant la décennie, 1990, les IMF sont désormais appelées à plus de structuration, de professionnalisme et donc à adopter une logique de métier propre.

La transformation institutionnelle des IMF, pendant la présente décennie, pose la question de la compatibilité entre la visée sociale et la viabilité financière garantissant leur pérennité. C'est justement l'interrogation que nous soulevons dans ce travail.

La problématique discutée ici concerne donc la soutenabilité de ce double objectif paraissant comme contradictoire entre développement social et rentabilité financière, véhiculé par des discours prônant une vision libérale et une économie solidaire.

Mots-clés

Microfinance, microcrédit, institutions de microcrédit, réduction de la pauvreté.

Classement JEL : G21, G30, L31.

Nicolas Moumni

Université de Picardie,
Jules verne, Amiens
(nicolas.moumni@u-
picardie.fr)

Introduction

La microfinance s'est progressivement imposée, durant ces trois dernières décennies, comme une alternative efficace aux politiques macro-économiques de développement, à l'adresse des populations pauvres ou exclues des services bancaires formels à la fois dans certains pays du Sud et du Nord. Si sa consécration a été la création au Bangladesh de la Grameen Bank en 1983 par le professeur Muhammad Yunus suite aux premiers petits prêts accordés principalement aux femmes à partir de 1976, historiquement le phénomène est connu depuis au moins le Moyen-Âge.

Aujourd'hui, des milliers d'institutions de microfinance (IMF), dont la plupart sont essentiellement des ONG, essaient via l'octroi de microcrédit, notamment, de venir en aide aux populations exclues du développement économique et social.

Depuis son lancement par la Grameen Bank, le développement dans le monde de l'industrie de la microfinance et du microcrédit en particulier suscite de nombreuses interrogations. Durant les années 80, le financement hybride des donateurs privés et des organisations gouvernementales a permis aux nombreuses IMF, peu structurées et très hétérogènes, de poursuivre à travers le monde l'objectif prioritaire de développement économique et social des populations vivant essentiellement dans les zones rurales et opérant dans les secteurs informels de l'économie.

Avec la généralisation de la pratique de la microfinance pendant la décennie 90, les IMF sont désormais appelées à plus de structuration, de professionnalisme et donc à adopter une logique de métier propre. Une logique dont la dimension sociale est toujours présente, tout en intégrant les nouveaux concepts de la bonne gouvernance, accordant davantage d'intérêt aux critères rationnels d'efficacité et de rentabilité financière dans une optique de viabilité, compte tenu de l'accentuation de la concurrence. La question donc de la pérennité de ces institutions commence à se poser avec acuité.

La transformation institutionnelle des IMF pendant la présente décennie pose la question de la compatibilité entre la visée sociale et la viabilité financière garantissant leur pérennité. C'est justement l'interrogation que nous soulevons dans ce travail. La problématique discutée ici concerne donc la soutenabilité de ce double objectif paraissant comme contradictoire entre développement social et rentabilité financière, véhiculé par des discours prônant une vision libérale et une économie solidaire.

La généralisation de la microfinance pourrait toucher potentiellement entre 2,5 et 3 milliards de personnes vivant dans le monde avec un seuil de moins de 2 dollars par jour.

L'ambivalence de son développement constitue l'objet de cette recherche où nous nous attachons à essayer de répondre aux questions suivantes aussi bien à l'échelle internationale que française :

- quelle est l'ampleur du phénomène dans le monde ?
- revisiter, à travers la littérature, la problématique de la mesure de l'impact réel des IMF sur la réduction de la pauvreté des populations ciblées ;
- la professionnalisation et la réglementation de ces institutions en vue de leur viabilité et donc de leur pérennité sont-elles compatibles avec l'objectif du développement socio-économique ?
- les IMF ne se seraient-elles pas condamnées au dilemme, dans leur choix, entre la structure initiale d'ONG dédiée au développement économique et social et leur transformation en quasi-banque commerciale à statut spécial ?

Origine et ampleur du phénomène

Origine du microcrédit

Historiquement, le phénomène de microcrédit remonte au moins au Moyen-Âge. En effet, dès 1462, grâce à l'impulsion de l'Eglise catholique, fut créé en Italie un mécanisme de prêt sur gage du nom de Mont-de-piété pour soustraire les plus pauvres de la dépendance à l'égard des usuriers. Et à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les « pères fondateurs » du mutualisme (en Europe et au Canada) ouvrirent les premiers réseaux mutualistes d'épargne et de crédit en faveur de populations pauvres ou exclues du système financier. Plus près de nous, certains pays africains ont pratiqué la tontine dès 1960. En Afrique, en effet, certaines formes de microfinance, comme la collecte de la petite épargne, sont plus anciennes. Le Burkina Faso et le Cameroun, par exemple, ont connu les premières coopératives d'épargne et de crédit. Les premières expériences de microcrédit en Amérique latine se sont aussi développées en Colombie et au Brésil respectivement en 1971 et 1973.

Pendant la décennie 90, les organisations internationales et à leur tête la Banque mondiale ont encouragé l'utilisation de la microfinance dans les pays en voie de développement (PVD) pour compenser les effets négatifs, au niveau social, liés aux plans d'ajustement structurel imposés par le FMI. L'impact sur les PVD de ces plans d'ajustement structurel a été controversé. S'ils ont permis à certains pays de restaurer les équilibres macroéconomiques, à travers la réduction des déficits publics et du nombre de fonctionnaires ainsi que la privatisation des entreprises publiques notamment, ils ont fragilisé les populations locales qui souffraient déjà de difficultés d'accès aux services bancaires formels.

Face au manque d'expertise dans ces pays du Sud, les IMF du Nord ont mis en place les outils nécessaires aux opérations de microcrédit et d'épargne et ont commencé à former le personnel local.

Définition du concept de microfinance

Généralement, l'évocation de la notion de microfinance renvoie, presque toujours dans l'esprit de tout le monde, au microcrédit. Pour le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP, 2003), la microfinance « désigne les dispositifs permettant d'offrir de très petits crédits (microcrédits) à des familles très pauvres pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs très petites entreprises ».

Mais, de nos jours, l'extension de la pratique de la microfinance aussi bien dans les pays économiquement pauvres que riches a étendu les types de services offerts à l'épargne, à l'assurance et au transfert d'argent des migrants, etc.

Si l'objectif commun des institutions de microfinance est de consentir du crédit, notamment, aux pauvres et aux exclus du système bancaire formel, les acteurs se sont constitués selon différents types de structure et d'orientation. En voici quelques exemples :

- un premier courant d'organisation de type coopératif considère le microentrepreneur comme épargnant et emprunteur du système ; les bénéficiaires fondent donc l'IMF ;

- un deuxième type s'appuie sur une partie de structure bancaire, comme la BRI en Indonésie, pour spécialiser son activité dans les crédits aux microentrepreneurs ;

- le troisième courant adopte la structure d'ONG qui lève des fonds ayant pour origine les donations ou l'emprunt, pour les prêter aux populations exclues du système financier conventionnel. Sachant que l'ONG n'est pas autorisée à collecter l'épargne publique.

De plus, l'adaptation permanente des législations nationales et régionales, depuis deux décennies, a ouvert la brèche à certaines banques privées commerciales pour pratiquer la microfinance.

Ampleur de la microfinance dans le monde

S'agissant de l'ampleur du phénomène de la microfinance dans le monde, il est difficile d'avoir des informations chiffrées fiables. A l'échelle mondiale, le nombre d'institutions de microfinance est estimé à environ 10 000. Celui des bénéficiaires de microcrédit serait de l'ordre de 90 millions (Allemand, 2007). Au niveau mondial, l'ordre de grandeur avancé pour le montant total généré par la microfinance est de 1,6 milliard de dollars (75 % d'origine publique et 25 % venant du privé). Les sommes de la Banque mondiale à destination de la microfinance sont évaluées à 1 % de ses ressources. Globalement, l'aide au développement a progressé dans le monde en quelques années, passant de 50 à 75 milliards de dollars. Le CGAP (1) a publié, en juillet 2004, une étude chiffrée sur des institutions financières variées, qu'il a qualifiées « d'institutions financières alternatives » (IFA). Les IFA tentent, à leur façon, de consentir des crédits et des services financiers à des clientèles plus larges que celles des IMF. En effet, les IFA s'adressent à la frange de population située juste avant celle qui peut accéder aux services habituels des banques privées commerciales.

Le CGAP avance l'hypothèse de plus de 750 millions de comptes d'épargne et de crédit ouverts dans les pays en développement et en transition, par des clients non éligibles spontanément aux services financiers des banques privées commerciales, en notant que les 4/5 de ces comptes seraient des comptes d'épargne. Il souligne qu'il est plus difficile d'accéder au service du crédit qu'à celui de l'épargne.

Dans cette « étude spécialisée », le CGAP indique que dans le monde entier et sans différences régionales, les comptes d'épargne enregistrés par les IFA seraient plus de 4 fois supérieurs aux comptes de crédit. Avec

(1) Dans cette étude, le CGAP demande de ne pas citer son rapport, ni les données chiffrées sans mention de sa « Précision importante ». Cette dernière a pour objet de mettre en garde le lecteur sur le fait que les statistiques indiquées sont obtenues à l'aide d'hypothèses discutables et que les estimations qui en résultent doivent être considérées avec beaucoup de précaution.

La microfinance est-elle à bout de souffle ?

les 5/6 de tous les comptes d'épargne et de crédit ouverts dans les IFA, l'Asie arrive au premier rang mondial, avec à sa tête la Chine et l'Inde. Ces deux pays sont à l'origine des 65 % des comptes des IFA en Asie et à plus de la moitié dans le monde.

En revanche, le nombre de comptes par rapport à la population régionale tenus par les IFA est faible en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est/Asie centrale.

La généralisation de la microfinance pourrait concerner potentiellement entre 2,5 et 3 milliards de personnes vivant dans le monde avec moins de 2 dollars par jour.

Après plusieurs hypothèses, le CGAP considère que les IFA ne toucheraient que 1/3 des clients potentiels dans le monde, les 2/3 restants demeureraient privés des services financiers.

Rappelons qu'au sens plus large, la microfinance s'étend aussi à la micro-assurance et aux transferts de fonds des migrants. Le montant estimé pour l'année 2002 de ces derniers en faveur des pays en développement est de 80 milliards de dollars. La valeur réelle de ce montant est probablement plus élevée du fait des transferts informels.

La microfinance en France

Qu'en est-il du phénomène de microfinance dans les pays du Nord et en France en particulier ? Les pays du Sud auraient-ils donné des idées à ceux du Nord ?

Il est généralement admis que le concept de « finance solidaire » est apparu dans les pays du Nord pour répondre aussi aux besoins de financement des populations fragilisées par le ralentissement économique des années 70. Cela étant, l'existence des banques coopératives et mutualistes remonte déjà au XIX^e siècle.

En 1989, Maria Nowak créa l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) en s'inspirant du système de la Grameen Bank et en l'adaptant aux besoins des allocataires des minimas sociaux (chômeurs, RMIstes, etc.) désireux de créer leurs propres entreprises.

Avec ses 500 antennes et permanences en France, l'ADIE est au premier rang des intervenants en microcrédit en Europe.

En 2006-2007, la microfinance en France aurait facilité la création de plus de 20 000 micro-entreprises par des chômeurs ou RMIstes. Les pouvoirs publics apportent un soutien aux initiatives des associations. Depuis 2006, ils ont créé le Fond de cohésion sociale (FCS) pour garantir, en partie, le financement des créateurs de très petites entreprises. L'objectif étant d'atteindre 40 000 nouveaux bénéficiaires par an à l'horizon 2007-2009.

Par ailleurs, il a été créé un Observatoire du microcrédit au sein de la Banque de France.

La problématique récurrente de la réduction de la pauvreté par la microfinance

La microfinance est-elle un instrument efficace de lutte contre la pauvreté?

La réponse à cette question peut faire l'objet d'une recherche à part entière. Nous nous limitons ici à revisiter la pertinence de cette problématique, à travers une revue de la littérature. Car on ne peut s'interroger sur la transformation des IMF et sur leur pérennité sans s'arrêter sur l'un de leurs objectifs prioritaires qui est la réduction de la pauvreté dans certaines régions du monde.

En effet, trois décennies après le lancement, par le professeur Muhammad Yunus, des premiers petits prêts aux femmes du Bangladesh, la microfinance n'a cessé de se structurer et s'institutionnaliser pour devenir, aux yeux de certains, l'un des instruments efficaces de lutte contre la pauvreté. Depuis le milieu des années 90, les organisations internationales et à leur tête les Nations-Unies encouragent les initiatives en faveur du microcrédit dans le monde, comme la campagne mondiale de 1997 consistant à étendre celui-ci à 100 millions de familles pauvres à l'horizon 2005 et la proclamation de 2005 comme l'année internationale du microcrédit.

Aujourd'hui, il y a une tendance forte à vouloir mesurer l'impact de la microfinance sur la réduction de cette pauvreté dans les régions d'intervention des IMF. Mais cette tâche ne s'avère pas des plus faciles à accomplir du fait de la non-disponibilité de données fiables chiffrées sur les populations concernées et des difficultés méthodologiques de mesures rigoureuses de l'impact réel du microcrédit, notamment sur leur cadre de vie.

L'étude de la mesure du changement pour les franges de populations à la suite de l'intervention des IMF se heurte aux questions méthodologiques critiquables dans leur ensemble. Celles-ci font intervenir des paramètres plus ou moins rigoureux comme les comparaisons opérées pour mesurer l'impact ou les méthodes de collecte des informations sur les clients des IMF, ou encore le coût de la mesure.

La définition de l'impact pose aussi le problème de la mesure du changement apporté par le microcrédit d'une nouvelle activité ou technique par rapport à la situation antérieure, et ce, en fonction des intentions initiales. De la même façon, la mesure de l'impact devrait-elle s'intéresser à l'amélioration de la situation de l'individu (niveau micro) ou plutôt de la situation à l'échelle globale et donc sociétale? Aussi, la définition de l'impact ne peut se faire sans lien avec les vues et stratégies des bailleurs de fonds des IMF sur leurs conceptions qui peuvent se révéler contradictoires entre leur visée sociale dans l'utilisation du crédit et l'optique purement

La microfinance est-elle à bout de souffle ?

économique de l'IMF. D'ailleurs, la pérennité des IMF leur impose de veiller à leur sécurité financière.

On voit bien que ces questions d'ordre méthodologique (2) et de définition même de l'impact sont de nature à hypothéquer les résultats d'études des actions des IMF sur la réduction de la pauvreté dans le monde.

Pertinence des méthodologies utilisées

Sur la problématique de la réduction de la pauvreté par la microfinance, le livre publié par Hulme et Mosley en 1996 reste une importante référence en la matière. Cet ouvrage porte sur l'analyse d'impact de 13 IMF à travers 7 pays (la Bolivie, l'Indonésie, le Kenya, le Malawi, l'Inde, le Sri Lanka et le Bangladesh) ne comptant pas dans leurs populations les mêmes proportions de gens pauvres. La méthode des enquêtes a été utilisée, par deux fois en 1989 et 1993, auprès de 150 bénéficiaires de microcrédit choisis aléatoirement et d'un échantillon témoin (élément de contrôle) possédant des similitudes dans le niveau de vie, la détention d'actifs et l'usage des infrastructures. Si globalement les auteurs indiquent l'existence d'un impact favorable des IMF sur le revenu des emprunteurs pauvres, pour les plus pauvres parmi les pauvres, celui-ci serait en moyenne plutôt faible, voire même négatif pour certains.

L'explication de cet impact viendrait du fait que les personnes très pauvres emprunteraient de très faibles sommes pour subvenir à leurs besoins de subsistance au lieu de les investir dans des projets économiques leur permettant d'améliorer leur cadre de vie. Mais, d'autres chercheurs, comme Morduch (1999), n'étaient pas d'accord avec ces résultats mettant en cause, notamment, la méthode de constitution des groupes témoins dont le revenu était d'emblée assez différent de celui des emprunteurs enquêtés. Par conséquent, l'impact du microcrédit serait difficilement mesurable, à cause de ce différentiel de revenu entre les groupes de contrôle et l'échantillon d'étude.

Absence d'unanimité dans la littérature sur la réduction de la pauvreté

Dans la littérature à propos de l'impact des IMF sur la réduction de la pauvreté, les études sont loin d'être unanimes. Si dans de nombreuses situations, le microcrédit semble agir positivement sur le revenu des emprunteurs pauvres, la microfinance ne s'adresse pas nécessairement aux plus pauvres parmi les pauvres. Le ciblage des populations les plus pauvres n'est pas une pratique forcément généralisée des IMF. Ainsi, l'étude menée par Navajas *et al.* (2000) sur la Bolivie illustre ce manque de ciblage. Les auteurs étudient le niveau de pauvreté de 588 clients de 5 IMF en comparaison avec le degré de pauvreté de leur zone d'intervention de la Paz. L'indicateur de pauvreté mis en avant est composé de 4 besoins

(2) Le rapport réalisé par le cabinet *Evalua* pour le compte du Ministère français des Affaires étrangères (mars 2003) dresse une synthèse intéressante sur ces difficultés méthodologiques.

essentiels : type d'habitat, l'accès aux services publics tels que l'électricité ou l'eau, l'éducation et la santé.

Cette étude indique que l'intervention des 5 IMF n'atteint pas les plus pauvres parmi les pauvres. Les bénéficiaires des opérations de prêt se situent autour de l'indicateur composite (des 4 éléments) défini préalablement. En revanche, les microcrédits octroyés à des groupes de caution solidaire ciblent les plus pauvres que ceux accordés aux individus. De même que les microcrédits vont davantage vers les plus pauvres des zones rurales que ceux des secteurs urbains.

Parmi les études qui cherchent à mesurer l'impact des IMF sur leurs membres à travers des enquêtes avant et après leur intervention, citons celle d'Amin *et al.* (2001). Les auteurs se sont intéressés à la situation de grande pauvreté et de vulnérabilité de villageois, au nord du Bangladesh, bénéficiant de trois programmes de microfinance émanant de Grameen Bank, BRAC et ASA. A cet effet, deux enquêtes ont été diligentées, l'une en 1991-1992 avant la mise en place des programmes et l'autre après leur application en 1995. L'indicateur de pauvreté choisi est une consommation par tête de ménage inférieure à 425 taka par mois. La vulnérabilité a fait l'objet d'une estimation économétrique, mesurant l'aptitude des ménages à faire face aux fluctuations de leurs revenus. Soulignons ici la difficulté de l'estimation statistique de la variable revenu. Par conséquent, celle de l'indicateur de vulnérabilité reste sujette à caution.

D'après les auteurs, l'un des résultats clés de cette étude est que dans le village désigné comme étant le plus pauvre, les clients pauvres et vulnérables à la fois ne tirent pas profit des programmes des IMF. De la même façon, les villageois interrogés n'ont pas le sentiment, majoritairement, que les microcrédits s'adressent d'abord aux plus pauvres d'entre eux.

La mesure de l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté dans le monde, et particulièrement en Asie et en Afrique, a mobilisé de nombreuses études pendant la décennie 90. L'une d'entre elles, relativement importante car ayant donné lieu à la publication de plusieurs travaux, a été initiée par Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS) et la Banque mondiale (Gubert, 2005). Certains de ces travaux ont concerné l'influence de trois importants programmes de microfinance au Bangladesh (Grameen Bank, BRAC et BRDB). Sur le plan méthodologique, l'utilisation des enquêtes et deux indicateurs ont été retenus :

- ménages éligibles et non éligibles ;
- villages recevant les programmes et villages ne recevant pas les programmes.

D'après les premières enquêtes menées en 1991-1992, l'impact des trois institutions a été positif sur la consommation des ménages interrogés, particulièrement pour les femmes bénéficiant de l'emprunt. Ainsi, 100 taka octroyés à une femme générerait 18 taka de plus pour la consommation annuelle de son ménage. L'autre résultat intéressant à retenir de

ces études est que, globalement, quelque 5 % des clients sortiraient de la pauvreté par an. En revanche, les enquêtes réalisées auprès des mêmes ménages en 1998-1999, si elles confirment l'influence positive sur le revenu des femmes, constatent que l'impact n'est pas significatif pour les emprunteurs hommes.

Ces différentes enquêtes ont par ailleurs relevé qu'entre 1991-1992 et 1998-1999, la microfinance a agit sur le niveau de vie en permettant au taux de pauvreté des bénéficiaires des programmes de baisser de 8,5 % et au taux de l'extrême pauvreté de baisser de 18 %.

Evolution du débat sur l'impact de la microfinance

Aujourd'hui, la question de la mesure de l'impact de la microfinance concerne aussi le débat sur l'amélioration à apporter soit du côté des services financiers durables, soit du côté des conditions de vie et des revenus des bénéficiaires. Ce débat n'est pas anodin, car il soulève une question de fond. Doit-on se suffire d'une mesure de variation de la mise à disposition des services financiers de qualité ou privilégier la mesure d'impact sur l'amélioration du cadre de vie des populations pauvres ? Il s'agit bien d'une démarcation entre une vue institutionnelle et instrumentale de la microfinance et sa considération comme un vecteur d'émancipation. Autrement-dit, la microfinance a-t-elle pour fonction de fournir du microcrédit à certaines catégories de personnes, ou doit-elle être un moteur de progrès social au sens plus étendu tels que le rôle de la femme dans la vie sociale ou le niveau de vie des franges de populations pauvres ?

Le statut des intervenants va être à l'origine de l'opinion que l'on peut se forger sur la question. En général, les responsables des IMF auraient tendance à plus considérer la pérennité des services financiers offerts en les comptant dans leur mesure d'impact. Quant aux donateurs, ils seront enclins de considérer davantage l'objectif de développement sur le terrain.

Cette question sur la démarcation entre les deux options a fait l'objet d'une importante discussion lors du 4^e forum de FOLADE (Fondo Latino Americano para el Desanollo, Costa Rica) à Quito où l'un des orateurs (3) a été jusqu'à déconsidérer les évaluations d'impact et à mettre en avant l'intérêt des études de marché. Son argument était qu'il faut privilégier les études *ex ante* par rapport à celles menées *ex post*. Il a expliqué que l'inconvénient majeur des études d'impact venait, notamment, de la fiabilité de la méthodologie utilisée. Suivant une démarche marketing, l'étude de marché serait mieux à même de circonscrire à la fois le marché du crédit et de l'épargne ainsi que les produits désirés par les populations bénéficiaires. Cette absence d'étude de marketing accentue la dépendance des systèmes financiers décentralisés à l'égard des organismes gouvernementaux. Mais pour les organisations internationales, dont la mission principale est la réduction de la pauvreté dans le monde, les études de mesure d'impact sont indispensables. Elles prônent souvent une approche totale du développement.

(3) Javier Alvarrado du CEPES (Pérou).

Pour une synthèse sur les études d'impact, de systèmes financiers décentralisés, nous renvoyons le lecteur aux quatre études menées par SOS Faim rapportées dans l'article de Marc Mees (2003) : FADES-Bolivie, DECSI-Ethiopie, KAFO JIGINEW-Mali et CUSCO-Pérou. Ces études sont riches en informations sur les populations, les indicateurs retenus, les méthodologies suivies et les résultats obtenus en termes de pourcentage de réduction de la pauvreté dans les régions d'implantation de la micro-finance.

Pour SOS Faim, ONG du Nord, ces évaluations sont très utiles, même si le coût supporté s'avère élevé tant sur le plan financier qu'humain. En effet, leurs résultats devraient orienter l'action des IMF vers un rapprochement entre leur offre de microcrédit et d'autres services financiers avec les besoins des pauvres servis.

Le rôle prépondérant de l'ADIE en France

(4) Le livre de Sylvain Allemand (2007) reste une référence intéressante dans le cas de la France.

En France (4), de nombreux acteurs utilisent le microcrédit pour aider les exclus socialement. L'Etat ne pouvant ou ne souhaitant pas accroître ses aides publiques, a tendance à compter sur les associations et les acteurs de la finance solidaire, comme France Active, France Initiative Réseau ou encore Boutiques de Gestion pour aider les micro-entrepreneurs. La principale d'entre elles : l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) est une association qui ne lutte pas contre la pauvreté comme le font certaines ONG dans les pays pauvres. Son objectif est de consentir des prêts individuels à des micro-entrepreneurs ne pouvant accéder aux financements bancaires classiques faute de garanties. Depuis sa création en 1989, l'ADIE a accompagné près de 41 000 très petites entreprises (TPE).

Les ordres de grandeur de l'ADIE en 2006 à propos des entrepreneurs accompagnés font état de deux sur trois restant en activité deux ans après leur création et de plus de un sur deux, trois ans après leur lancement. Ces résultats sont supérieurs à la moyenne nationale.

Globalement, les trois quarts des entrepreneurs financés par l'ADIE se seraient intégrés dans le circuit traditionnel de financement bancaire et ne dépendraient plus des aides sociales.

En termes de coût, le suivi d'un micro-entrepreneur par l'ADIE est beaucoup moins onéreux pour la collectivité ; il est de 2 000 euros contre 18 000 euros pour le coût annuel moyen d'un chômeur en France.

Il ressort de ce bref aperçu de la littérature dédiée à la mesure de l'impact de la microfinance que la pratique de celle-ci a permis d'améliorer quelque peu les conditions de vie des pauvres vivant en Afrique ou en Asie, mais n'a pas réussi à servir, de façon prioritaire, les plus pauvres parmi les pauvres. Pour certains, cet échec renvoie, entre autres, à la question de la viabilité financière des IMF et de leur professionnalisation.

Le double objectif de viabilité financière et de développement social est-il soutenable ?

L'institutionnalisation des IMF va-t-elle les pousser vers une logique de métier ?

Le financement hybride des IMF pendant les années 80 aurait-il atteint ses limites à la décennie suivante ? Les résultats des études d'impact ne poussent-ils pas les IMF, à l'avenir, vers une logique de métier ?

D'ailleurs, aussi surprenant que cela puisse paraître, les IMF n'ont pas d'état d'âme à appliquer des taux d'intérêt élevés à leurs clients pauvres. Les pauvres payent donc leurs crédits plus chers que les moins pauvres. Est-ce une simple histoire de prime de risque ? En partie, sans doute, pour rémunérer un prêt risqué. Mais l'une des principales explications serait le coût élevé par transaction pour des petits prêts. Les coûts de traitement pour un montant de 150 euros, par exemple, sont les mêmes que pour un prêt de 15 000 euros. Les déplacements des opérateurs de crédit chez leurs clients situés souvent dans des zones éloignées, et le temps qu'ils passent dans les entretiens pour évaluer leur solvabilité génère des frais qui renchérisse le coût de la ressource.

Bien que ce coût soit élevé, les populations pauvres trouvent avantage dans ces microcrédits par rapport aux taux pratiqués par certains usuriers du secteur informel.

Avec la généralisation de la pratique de la microfinance pendant la décennie 90, les IMF sont désormais appelées à plus de structuration, de professionnalisme et donc à adopter une approche de rentabilité financière dans une optique de viabilité. Dans son étude de 2004, le CGAP rappelle que la majorité des IMF actuelles avait, à l'origine, une structure d'ONG sans but lucratif ayant pour mission de fournir du crédit aux plus pauvres. Cette transformation institutionnelle ne va pas sans poser la question de la compatibilité entre la visée sociale des IMF et la viabilité financière garantissant leur pérennité. Et c'est bien la problématique que nous exposons dans ce troisième point.

A partir du milieu des années 90, les IMF amorcent une certaine mutation des activités sociales dominantes vers une logique de bonne gestion, avec notamment la mise en place de dispositifs réglementaires, juridiques et fiscaux d'autant plus contraignants que les institutions collectent les dépôts auprès du public.

Nombreuses ont été les dispositions intégrées par les IMF depuis les deux dernières décennies en vue de renforcer leur capacité à la fois institutionnelle et technique. L'objectif étant d'améliorer leurs performances financières pour permettre de garantir leur viabilité et, par suite, leur pérennité. Devant la faiblesse des ressources provenant des bailleurs de fonds publics, les IMF ont été enclines à adopter les changements

institutionnels, juridiques et techniques nécessaires à une plus grande autonomie financière.

Les IMF ont réalisé différents investissements et se sont adaptées aux réglementations et à la surveillance prudentielle, pour mettre en place les systèmes de bonne gouvernance. Nous en fournissons quelques exemples. Les acteurs de la microfinance ont bénéficié, au début des années 90 des programmes d'assistance technique de la part de nombreuses organisations émanant des autorités gouvernementales des pays du Nord (Macharia et Attoumane, 2005). Parmi ces opérateurs, il y avait notamment :

- l'IRAMD (Institut de recherche et d'application des méthodes de développement) ;
- le GRET (Groupe de recherche et d'échange technologique) ;
- le CIDR (Centre international de développement et de recherche) ;
- WWB (Women's World Banking) ;
- SEEP (Small Entreprise Evaluation Project).

Cependant, ces opérateurs du Nord n'ont pas pu satisfaire les besoins croissants en services techniques des IMF intervenant dans les pays en développement.

Pour répondre à cet accroissement des besoins, la Banque mondiale a créé en 1995, avec huit autres bailleurs de fonds, le Consultative Group to Assist The Poor (CGAP). Le but était d'augmenter l'offre de services financiers aux populations exclues des systèmes bancaires formels, tout en assurant une rentabilité financière aux IMF, gage de leur pérennité.

Lors de son dernier mandat (1995-1998), le CGAP avait pour mission, entre autres, de promouvoir les pratiques optimales, de faciliter la coordination des bailleurs de fonds et de financer, en partie, des IMF en tenant compte de la réglementation locale.

De 1992 à 2002, le CGAP a apporté un soutien institutionnel en vue du renforcement des capacités des bailleurs de fonds dans le domaine, notamment, de la réglementation et la commercialisation des IMF. Il a mis à la disposition de ces dernières des guides techniques sur la comptabilité, le suivi des impayés, l'analyse et les prévisions financières ainsi que l'application des taux d'intérêt des microcrédits. A son actif, il y a différents programmes de formation qualifiante ou diplômante comme le MBA ou le Microbanking Bulletin du site Microfinance Gateway. Mais le fait pour le CGAP de communiquer par internet pénalise les IMF établies dans les pays où l'accès à celui-ci est limité.

Au Kenya, le CGAP a initié en 1998 (avec d'autres organisations) le programme très ambitieux Microsave Africa. Ce dernier a permis la certification de plus de 100 consultants, le téléchargement de plus de 400 copies de modules au profit de plus de 150 IMF intervenant dans le monde entier.

La logique de renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des acteurs de la microfinance, garantissant leur viabilité

financière et par là leur pérennité, a entraîné l'apparition dans le monde de réseaux nationaux et régionaux de microfinance. Ainsi, la rencontre, en 1996, au Mali des principales IMF agissant en Afrique a permis le lancement un an plus tard du programme de développement des réseaux nationaux financés par le PNUD et monté par WWB. Ce dernier a facilité, entre 1997 et 2000, la constitution de neuf réseaux nationaux et la consolidation de six autres déjà existants.

Le point d'orgue de ce programme a été la création, en 2000, du réseau africain de microfinance : AFMIN. Celui-ci a organisé différents ateliers pour sensibiliser les membres des réseaux sur les thèmes de la viabilité financière, de la productivité des agents de crédit, du service et du contrôle des prêts, etc. L'un de ses objectifs est de sortir les organismes de microfinance de leur dépendance des financements externes visant l'autofinancement.

Mais ces pratiques optimales ne devraient-elles pas à terme les pousser à se comporter comme des entités économiques classiques subissant les critères financiers qui les éloigneraient de leur mission sociale ? C'est bien la question lancinante que doivent se poser les acteurs de la microfinance dans leur processus de professionnalisation forcée.

Développement et consolidation de réseaux de microfinance dans le monde

Depuis le début des années 2000, les réseaux de microfinance contribuent significativement au développement de leurs activités aux plans national et régional. Ces contributions passent aussi, comme signalé précédemment, par l'offre de formation à leurs membres, comme celles proposées aux personnels et à la direction des IMF dans des domaines variés. Donnons l'exemple de l'Association éthiopienne des institutions de microfinance (AEMFI) qui a organisé en 2003 15 modules de formation au profit de divers groupes cibles comprenant 415 participants. Seulement, ces réseaux n'ont pas encore réussi à affranchir leurs activités des financements extérieurs. En effet, les frais d'adhésion et les cotisations annuelles de leurs membres ne leur permettent pas d'atteindre l'autofinancement.

D'un autre côté, le Centre international du crédit mutuel (CICM) a aussi largement contribué au succès de la microfinance à travers la promotion et l'essor de réseaux bancaires mutualistes partenaires accessibles aux populations exclues du système bancaire traditionnel en Afrique et en Asie du Sud-est.

Depuis le début des années 90, le CICM a mis en place une stratégie de développement et de consolidation de ses réseaux partenaires en Afrique (CICM, 2005). Elle vise :

- le retour à l'équilibre financier des réseaux au plus tard cinq ans après leur création ;
- la fixation d'une stratégie de développement ciblé en créant des caisses locales plus rentables et en réduisant l'ensemble des coûts ;

- l'accroissement du nombre des cadres expatriés ;
- l'institutionnalisation des réseaux par l'ouverture dans chaque pays de structures fédérales pour accueillir les caisses locales nouvellement créées.

A partir de 1994, le CICM a commencé à structurer ses réseaux. Il a par ailleurs lancé un programme d'informatisation des caisses partenaires et mis en place des mesures visant à encadrer et à sécuriser les activités de ses réseaux. Les années 2000 vont être pour le CICM celles du processus d'autonomisation et d'institutionnalisation des réseaux partenaires et d'une certaine diversification des régions d'implantation. Cela concerne trois volets :

- renforcement de l'institutionnalisation de ses réseaux partenaires les plus anciens, à l'exemple du CMS et les MUCODEC du Congo ;
- intérêt pour la région de l'Asie du Sud-est par l'ouverture de nouveaux réseaux aux Philippines en 2001 et au Cambodge en 2003 ;
- initiation d'un nouveau mode de partenariat où il intervient uniquement en tant que prestataire de services en formation, informatisation ou encore en mettant en place un module de contrôle de gestion.

Il convient, par ailleurs, de souligner que le processus d'institutionnalisation des réseaux mutualistes a été pendant longtemps freiné par le vide juridique dans les pays d'Afrique où intervenait le CICM. En 1994, la loi PARMEC a permis de combler ce vide dans les systèmes d'épargne et de crédit dans la zone économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). On assiste depuis à un processus accéléré d'institutionnalisation et d'autonomisation des réseaux mutualistes partenaires du CICM implantés en Afrique et en Asie du Sud-est, depuis les années 80 pour certains (Congo, Sénégal, Centrafrique, Mali, Cameroun, Philippines et Cambodge).

Selon Charles Konan Banny (2005), gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de 1993 à 2004, le nombre de « Systèmes financiers décentralisés » a été multiplié par 6 dans l'UEMOA. Les points de services ont augmenté de 300 %, passant de 1 000 à 3 000 environ. De même qu'il estime les bénéficiaires de ces services à environ 15 % de la population active de l'Union. Leur nombre serait passé de 313 000 à plus de 6 millions, dont 43 % de femmes.

L'existence d'une réglementation hétérogène dans les pays en développement ou parfois son absence sont un facteur déterminant qui participe au processus d'institutionnalisation et professionnalisation de l'industrie de la microfinance. Examinons-le dans le développement qui suit.

Une pluralité de réglementations des IMF dans le monde

Si l'objet même des ONG, devenues IMF, est de fournir aux pauvres des services financiers, l'exercice d'une activité bancaire doit être soumis à réglementation. Les acteurs de la microfinance ont plus ou moins inscrit leurs prestations dans les réglementations financières existantes dans les différents pays à travers le monde.

Aujourd'hui, l'institutionnalisation et la professionnalisation croissante de l'industrie de la microfinance les obligent, plus que jamais, à se soumettre à la supervision des autorités monétaires et à l'encadrement par des normes prudentielles et comptables des pays d'intervention. Ainsi, Laurent Lheriau (2005) a répertorié l'existence de quatre types d'approche réglementaires selon la catégorie institutionnelle de l'IMF et le pays de son intervention :

- Un premier type de réglementation a vu le jour en 1993 dans l'UEMOA préférant l'appellation « institutions mutualistes » ou « système financier décentralisé » à la place de microfinance. D'autres pays ont suivi ce modèle comme Madagascar en 1996, la Mauritanie en 1998 ou la République démocratique du Congo (RDC) en 2002.

- Un deuxième type de réglementation a réuni à la fois les réseaux mutualistes traditionnels et de nouvelles entités comme des associations, des fondations et des sociétés de capitaux ; il a été adopté par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) en 2002.

- Le troisième type de réglementation a intégré certaines spécificités des IMF dans le droit communautaire comme en Bolivie où certaines IMF ont obtenu le statut d'établissement financier ou même de banque, à l'exemple de BancoSol. Cela étant, la professionnalisation croissante de certaines IMF incite quelques pays à accorder une réglementation dérogatoire en plus de celle de droit commun, comme en Tunisie (Banque tunisienne de solidarité) ou au Mali (Banque malienne de solidarité).

- Enfin des pays comme la France en 2001-2003 ou le Maroc en 1997 ont choisi de restreindre la notion de microfinance aux activités de microcrédit octroyé par des associations à un type bien déterminé de population (chômeurs, jeunes diplômés, micro-entreprises, etc.).

Soulignons qu'à force d'adapter les cadres réglementaires nationaux ou régionaux pour accueillir les IMF ayant atteint une maturité institutionnelle, les acteurs de la microfinance se classent dans presque toutes les catégories d'intermédiaires financiers, bancaires ou non bancaires mutualistes ou non mutualistes.

Dans ces conditions, on doit se poser la question sur les limites de l'institutionnalisation et de la professionnalisation des acteurs de la microfinance. Initialement dotés du statuts d'ONG, le glissement de leurs activités les transforme en banques spécialisées. Cette évolution vers des établissements bancaires avait touché quelques IMF dans certaines régions du monde comme BancoSol en Bolivie, CERUDEB en Ouganda, Grameen Bank au Bangladesh ou encore BRI en Indonésie.

En fait, selon Fabrizio Felloni et Hans Dieter Seibel (5) (2003), l'idée de départ est que des ONG ou des coopératives servent de petits prêts aux plus pauvres dans les zones rurales. Cette intermédiation a transité par la suite par de petites banques rurales privées qui ont commercialisé des services financiers aux personnes exclues du système bancaire formel. N'y a-t-il pas là une concurrence entre les vecteurs utilisés pour essayer de bancariser des

(5) Fabrizio Felloni et Hans Dieter Seibel (2003).

populations exclues des services financiers traditionnels? Car en tant qu'acteurs de la microfinance, les ONG et les établissements bancaires ne devraient pas être soumis aux mêmes contraintes réglementaires notamment. Or, la microfinance se trouve soumise à des normes plus sévères que les banques traditionnelles, à l'exemple du ratio Mac Donough (ex ratio Cooke) qui est de 8 % pour les banques et qui peut être de 10 %, 15 % ou même de 20 % pour certaines IMF.

Cette pluralité des réglementations financières atténue les frontières entre les IMF constituées à l'origine sur le modèle d'ONG et des établissements financiers spécialisés en microfinance. En effet, certaines réglementations financières, dans quelques pays faiblement bancarisés, accordent l'agrément à des sociétés de crédit à la consommation pour distribuer de faibles montants de crédit à court terme.

La microfinance devrait-elle faire appel aux banques voire même à la bourse ?

Dans les situations où les banques ne souhaitent pas fournir elles-mêmes des services en microfinance, elles chargent des intermédiaires en opérations de banque (IOB) pour le faire. Le statut légal des IOB diffère d'une législation à une autre. Par exemple, en France et au Maroc, ils n'ont pas besoin d'un agrément pour exercer. Un mandat délivré par un établissement de crédit suffit.

Signalons par ailleurs, dans ce maquis des réglementations, l'existence d'IMF qui ne sont ni mutualistes, ni bancaires. Il s'agit d'institutions représentatives de banques de petite taille spécialisées en microfinance mais ayant des prérogatives limitées en termes de prestation de services financiers. Ce type d'institution est considéré comme étant l'innovation majeure de ces dernières années en matière de droit financier répondant aux besoins de la microfinance.

Ces IMF non mutualistes et non bancaires sont présentes dans la plupart des zones géographiques du monde, à l'exception de la France, du Maroc et de la Tunisie qui réservent l'activité de microfinance aux associations de microcrédit.

Dans ce contexte de privatisation de la microfinance, il est notoire de constater l'adaptation permanente des législations financières. Les sources de financement public se tarissent, la microfinance aurait besoin de capitaux commerciaux privés pour satisfaire une demande croissante en services financiers.

Selon Marc Jacquand (2005), l'industrie de la microfinance devrait utiliser la bourse pour augmenter ses capacités de financement. Il cite notamment les exemples de bailleurs de fonds comme la Société financière internationale (SFI, groupe Banque mondiale) et la KfW Bankengruppe. Mais, l'auteur fait aussi remarquer que le recours au marché de capitaux s'avère assez complexe et nécessite un apprentissage coûteux en temps. Par exemple, le

La microfinance est-elle à bout de souffle ?

fonds Blue Orchard a mis trois ans pour achever sa première transaction de titrisation. De nombreuses contraintes sont susceptibles de ralentir, voire d'empêcher les IMF d'accéder aux financements par les marchés de capitaux tels que :

- l'asymétrie d'information entre les acteurs d'offre et de demande ;
- le coût élevé des transactions et les obstacles d'ordres légaux et réglementaires ;
- le manque de connaissance et de compétence des IMF face aux investisseurs internationaux.

Selon le CGAP, il n'y aurait que 150 à 200 IMF capables de supporter les transactions des opérations avec les investisseurs internationaux. L'offre de ces financements pourrait donc dépasser la demande. Ces obstacles de tout genre limitent, par conséquent, le nombre d'IMF éligibles aux transactions sur le marché des capitaux, tel que le fonds Africap qui a montré sa capacité à utiliser des outils complexes dans ses transactions internationales.

La présence et la participation de certains bailleurs de fonds pourraient aider les IMF à franchir ces obstacles et à renforcer leurs capacités. Dans cet ordre d'idées, les partisans de la privatisation de la microfinance prônent l'encouragement des IMF à s'institutionnaliser et à se professionnaliser pour devenir éligibles aux financements par la bourse. Seulement, le recours aux marchés des capitaux ne peut se faire en rognant sur la performance de rentabilité financière des IMF. Mais alors, cet objectif de rentabilité se heurtera à un moment donné à leur mission sociale de développement.

Partenariat en France entre système bancaire et ADIE

En France, la longue tradition mutualiste a fait que le Crédit mutuel fut la première banque à s'engager dans le développement du microcrédit à côté de l'ADIE. D'une manière générale, les groupes bancaires mutualistes ont ouvert des conventions sur le microcrédit avec l'association. L'ADIE s'appuie dans ses financements, pour l'ouverture de lignes de crédit, sur des accords avec d'autres banques comme les Caisses d'épargne, le Crédit agricole, le Crédit immobilier de France, les Crédits municipaux ou encore le Groupe Banques populaires.

S'agissant de la catégorie banque commerciale, BNP Paribas est aussi un partenaire de longue date de l'ADIE. Ses engagements portent sur des lignes de crédit et une participation aux risques et au coût de l'accompagnement. De plus, BNP Paribas a pris à son compte le financement de six nouvelles antennes ADIE dans les quartiers sensibles consécutivement aux violences urbaines de novembre 2005. La banque a, par ailleurs, suscité un bénévolat parmi certains de ses cadres pour accompagner des micro-entrepreneurs qu'elle a financés.

L'ADIE intervient dans différents types de prêt, dont les prêts solidaires à la création constituent l'essentiel des lignes accordées, soit 70 %. Ce type de prêt est d'un montant maximum de 5 000 euros et d'une durée maximale

de deux ans. Il aide à financer le démarrage, souvent délicat, d'une activité. Mais l'intervention de l'association va au-delà des prêts consentis. En effet, l'ADIE accompagne les micro-entrepreneurs, à l'image d'un tuteur, dans le domaine du marketing et de la gestion, notamment, pour consolider la pérennité de l'entreprise.

Au fil des années, le comité de crédit de l'ADIE a fait évoluer ses critères de décision dans l'octroi de prêts du projet et de sa viabilité vers une plus grande importance accordée à la personne, à sa motivation et à sa personnalité.

A ce stade, il devient légitime de poser la question sur le statut de l'IMF en tant qu'entité au service des pauvres et des exclus du système financier traditionnel. Ce statut mérite d'être clarifié. Ne faut-il pas transformer purement et simplement ces IMF en institutions spécialisées dans le service financier à un segment de clientèle pauvre ? Et alors là, il conviendra de redéfinir le statut des IMF, les critères de leur fonctionnement économique et de clarifier les objectifs et les enjeux.

Conclusion

La microfinance a montré, durant ces deux dernières décennies, qu'elle était un instrument efficace dans l'aide apportée aux populations défavorisées vivant dans le secteur informel de l'économie des pays du Sud, là où les politiques de développement macro-économiques n'ont pas réussi. Cependant, la microfinance n'a pas forcément touché les plus pauvres parmi les pauvres dans ces pays. Tout au plus a-t-elle réussi à servir la frange des pauvres exclus des systèmes financiers modernes aussi bien dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Les études d'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté n'aboutissent pas aux mêmes conclusions. En plus des difficultés méthodologiques dans la mesure de cet impact, l'absence d'une connaissance assez fine des franges de population concernées constitue une limite aux résultats escomptés.

Les petits prêts accordés aux personnes non éligibles aux services bancaires traditionnels facilitent leur insertion dans les activités économiques, sans pour autant remplacer le travail ou la prise d'initiative et de risque. Ils ne permettent pas mécaniquement la sortie de la pauvreté. La plupart des IMF annoncent des taux de remboursement entre 95 % et 99 %. La microfinance est donc utile et efficace. Seulement, ce système de microcrédit doit son existence principalement aux dons de la coopération internationale et aux subventions publiques. Les trois quarts de ses ressources sont d'origine publique. L'absence de celles-ci mettrait en très grande difficulté la quasi-totalité des 10 000 organisations financières intervenant dans le monde ; seulement 1 % environ survivraient.

Les IMF se trouvent aujourd'hui au seuil critique de leur développement quant à leurs financements. Depuis le milieu des années 90, la dynamique

de leur institutionnalisation et de leur professionnalisation et la recherche de rentabilité pour les investisseurs font apparaître au grand jour la contradiction avec la visée sociale de leur mission qui consiste à servir les personnes les plus défavorisées.

La recherche de fonds privés d'origine commerciale les oblige à répondre aux critères économiques dictés par la loi du marché. Seulement, la proportion des organisations financières dites « professionnelles » capables de prendre cette direction est plutôt très faible. La grande majorité des ONG agit dans un cadre local et ne peut être éligible aux critères des marchés internationaux de capitaux pour lever des fonds.

Après les phases de démarrage, de développement et de maturité, on arrive à un véritable *gap* entre le financement des IMF par les bailleurs publics essentiellement et leur financement par le marché.

Cette croisée des chemins sur la question du financement renvoie nécessairement, à la suite de Gert van Maanen (2005), au débat de fond entre la *Business School* et l'école de développement. En effet, pour l'école des affaires, les IMF doivent, en plus de leur mission sociale de développement, procurer des bénéfices à leurs clients tout en demeurant pérennes. Et tant que les taux d'intérêt pratiqués dans les prêts restent inférieurs aux taux alternatifs des banques privées locales, ces taux peuvent être élevés.

Tandis que pour le courant du développement, le microcrédit doit être, avant tout, considéré comme un outil social au même titre que les actions de lutte contre le Sida, la mortalité infantile ou l'illettrisme. Ces programmes ne répondent pas aux critères de rentabilité. Ils sont évalués par rapport à leur efficacité à toucher les populations concernées. Il s'agit bel et bien de deux logiques ayant des bases d'évaluation distinctes.

Certains se posent la question de l'instrumentalisation de la microfinance par l'idéologie néolibérale qui consiste à reléguer la coopération et les programmes d'assistance au second plan par rapport à la loi du marché. A ce propos, de nombreux théoriciens considèrent que les taux de crédit subventionnés provoquent des distorsions sur le marché et ne seraient donc pas efficaces.

N'y aurait-il pas une troisième voie ? Celle des investisseurs sociaux ! Des prêteurs qui accorderaient autant d'intérêt, sinon plus, à l'impact social de leurs investissements qu'à leur rendement financier. Ce segment de marché est encore à ses débuts. Cependant, de nombreux groupes bancaires font écho du désir de certains prêteurs attirés par des fonds alternatifs et ne privilégiant pas la valeur actionnariale sur d'autres valeurs sociales. C'est-à-dire des fonds de pensions qui évitent l'investissement dans les industries de l'armement, de l'alcool, du sexe ou faisant appel au travail des enfants. Le CGAP, dans son étude de 2004, estime que le total des investissements sociaux est de 435 millions de dollars pour le secteur privé et 575 millions de dollars pour le secteur public.

Force est de constater que la microfinance arrive aujourd'hui dans une véritable impasse. En s'affranchissant de la dépendance publique de leur financement et des dons, les IMF vont se trouver en concurrence avec les acteurs du secteur financier privé. Elles risquent de perdre leur avantage compétitif.

A notre avis, à ce stade de développement de la microfinance, des choix s'imposent désormais à ses acteurs, comme le fait remarquer Fouad Abdelmoumni (2005). Devant le dilemme entre rentabilité financière, viabilité et donc pérennité et leur mission première de développement social, nous soutenons l'idée du choix des ONG en faveur du développement. Ce qui les exonère d'une évaluation sur la base de la rentabilité financière et les fait revenir à l'esprit et à leur objectif initial, celui d'aider les populations défavorisées à sortir de l'exclusion financière et donc sociale, par l'insertion dans une activité économique génératrice de revenu. Car le mélange des genres ne serait pas soutenable à long terme. Il convient donc de redéfinir le rôle et le champ d'action de chaque intervenant et de légitimer son statut en fonction du milieu socio-économique de son intervention. Il faut clairement dire « qui fait quoi » ? Les acteurs de la microfinance doivent adapter leur offre de services aux besoins des populations bénéficiaires.

Les autres acteurs spécifiquement financiers, comme les banques commerciales ou les institutions parapubliques, libérés des contraintes de la microfinance relatives à l'insuffisance des fonds propres, aux coûts des transactions ou à ceux des économies d'échelle seraient mieux à même de servir les personnes exclues du système financier. Ces acteurs spécialisés sont indispensables dans les pays du Sud où le taux de bancarisation reste très faible et dans certaines régions du monde où l'exclusion bancaire dépasserait les 80 % de la population.

Le succès de la microfinance en Inde, par exemple, grâce aux *selfs help groups* est facilité par l'existence d'une forte densité bancaire et d'un soutien des pouvoirs publics (Servet J-M., *in* Allemand S., 2007). Mais, cela suppose aussi un changement de mentalité dans ces pays où on a tendance à stigmatiser les pauvres. Le taux de remboursement, très élevé (de 95 % à 99 %), de leurs petits prêts par rapport aux prêts garantis montre qu'il y a là un segment de marché à valoriser.

Dans les pays du Nord, où l'exclusion bancaire ne toucherait qu'entre 10 % et 15 % des populations, essentiellement dans les quartiers sensibles comme en France, le renforcement de l'offre de services financiers s'avère aussi indispensable.

Cela étant, si la microfinance apparaît comme une innovation sociale majeure qui tente de concilier des discours et des messages contradictoires entre une conception libérale et une économie solidaire, elle ne constitue cependant pas la panacée ! Car fondamentalement, nous pensons avec Isabelle Guérin (*in* Allemand S., 2007) que la solution alternative portée par ces intermédiaires de la société civile ne doit pas faire oublier que le problème

restera posé tant que la question de la redistribution des richesses au niveau local, national et international et la question de la dette des pays en développement ne seront pas résolues de façon satisfaisante. La microfinance, qui semble être à bout de souffle, aurait-elle atteint ses limites ?

Références

- AbdelMoumni F. (2005), « Paradoxes de la microfinance, plaidoyer pour la récupération de la microfinance par les banques et pour le retour des ONG au développement », mars, Internet.
- Allemand S. (2007), *la Microfinance n'est plus une utopie!* Editions Autrement, coll. « Acteurs de la société ».
- Amin S. *et al.* (2001), « Does Microcredit Reach the Poor and Vulnerable? Evidence from Northern Bangladesh », Center for International Development, *Working Paper* n° 28.
- Cabinet Evalua (2003), « La mesure d'impact des institutions de microfinance (IMF) : un état des lieux », ministère des Affaires étrangères, mars, Internet.
- Centre international du crédit mutuel (2005), « Le Centre international du crédit mutuel (CICM) : retour sur 25 ans de construction de la microfinance », mars, Internet.
- CGAP (2004), « Institutions financières poursuivant un « double objectif de résultat » : implication pour l'avenir de la microfinance », *Etude spéciale*, juillet.
- CGAP (2008), « Qu'est-ce que la microfinance? » *Portail Microfinance*, Internet.
- Felloni F. et Seibel H.D. (2003), « Commercialisation de la microfinance : une expérience basée sur le modèle Grameen Bank aux Philippines », décembre, Internet.
- Gubert F. (2005), « La microfinance est-elle un outil de réduction de la pauvreté? Etat de la recherche », mars, Internet.
- Hulme D. et Mosley P. (1996), *Finance Against Poverty*, vol. 1 et 2, Routledge, London.
- Jacquand M. (2005), « Quel rôle pour les bailleurs de fonds public dans un contexte de privatisation de la microfinance? », mars, Internet.
- Konan Banny Ch. (2005), « La microfinance dans l'UMOA », mars, Internet.
- Lheriau L. (2005), « Réglementer la microfinance : un état des lieux », mars, Internet.
- Maanen G.V. (2005), « L'avenir du financement du microcrédit », mars, Internet.
- Machria G. et Attoumane A. (2005), « Renforcement des capacités des institutions de microcrédit en Afrique : enjeux et perspectives », mars, Internet.
- Mees M. (2003), « Quel impact pour la microfinance? L'expérience de SOS Faim », décembre, Internet.
- Morduch J. (1999), « The Microfinance Promise », *Journal of Economic literature*, vol. XXXVII.
- Navajas S. *et al.* (2000), « Microcredit and the Poorest of the Poor : Theory and Evidence from Bolivia », *World Development*, vol. 28 n° 2.